

Point sur la conjoncture française à début mai 2022

La guerre en Ukraine et les mesures de confinement en Chine ont continué de marquer l'économie française en avril, avec à ce stade, une activité qui résiste et des effets plus prononcés sur les prix.

Ces chocs se font sentir de façon différente selon les secteurs. L'industrie et le bâtiment sont plus touchés par les problèmes d'approvisionnement et de hausse du prix des matières premières. Les services à la personne bénéficient quant à eux de la normalisation de la situation sanitaire et du retour de la clientèle étrangère. Selon les chefs d'entreprise participant à notre enquête de conjoncture (environ 8 500 entreprises ou établissements interrogés entre le 27 avril et le 4 mai), l'activité au mois d'avril est globalement stable dans l'industrie et s'est améliorée dans les services marchands couverts par l'enquête. Un léger repli est en revanche enregistré dans le bâtiment.

Pour le mois de mai, selon les chefs d'entreprise, l'activité progresserait dans les services marchands et plus légèrement dans l'industrie, tandis que la situation dans le bâtiment évoluerait peu. Ces perspectives restent toutefois entourées d'une incertitude significative, même si notre indicateur d'incertitude se replie par rapport au mois dernier.

Dans ce contexte, les difficultés d'approvisionnement augmentent de nouveau nettement dans l'industrie (65 % des entreprises, après 60 % en mars) et sont quasi stables dans le bâtiment (54 % des entreprises, après 55 % en mars). Les difficultés de recrutement sont inchangées depuis décembre, mais concernent toujours un peu plus de la moitié des entreprises. En lien avec ces difficultés, les industriels déclarent augmenter de plus en plus fréquemment leurs prix de vente en réponse aux pressions persistantes sur les prix des matières premières.

Après son fort rebond du second semestre 2021, le PIB a marqué le pas lors du premier trimestre 2022, du fait des effets de la vague épidémique Omicron et des premières conséquences de la guerre en Ukraine. Il serait en légère progression en avril par rapport à mars grâce à la progression de l'activité dans le secteur des services marchands. Les premières indications suggèrent en outre que l'activité résisterait en mai. Sous réserve des évolutions à venir en juin, nous anticipons à ce stade une progression modérée du PIB au deuxième trimestre 2022, autour de + 0,2 % par rapport au trimestre précédent.

1. En avril, l'activité est stable dans l'industrie et reste bien orientée dans les services marchands ; elle se replie légèrement dans le bâtiment

En avril, dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et l'impact des mesures de confinement en Chine, l'activité est globalement stable dans l'industrie, soit légèrement en retrait par rapport aux prévisions des chefs d'entreprise du mois dernier. Les évolutions sont toutefois contrastées selon les secteurs.

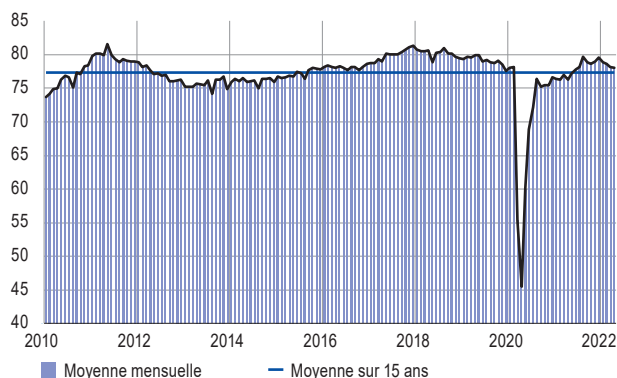
Les soldes d'opinion relatifs à la production en avril indiquent de bonnes progressions dans l'industrie pharmaceutique et l'industrie chimique, tandis que le secteur automobile enregistre une baisse de son activité pour le quatrième mois consécutif, en lien avec les problèmes d'approvisionnement. Le secteur des équipements (produits informatiques, électroniques et optiques, machines et équipements, équipements électriques) voit quant à lui sa production perturbée par les mesures de confinement en Chine et notamment par la fermeture du port de Shanghai.

Dans l'ensemble de l'industrie, le taux d'utilisation des capacités de production est stable, à 78 % en avril ; cette stabilité concerne la quasi-totalité des secteurs. Il se situe au-dessus de sa moyenne historique dans la plupart des secteurs, à l'exception de l'automobile (écart de - 9 points) et de l'aéronautique et autres transports (écart de - 6 points).

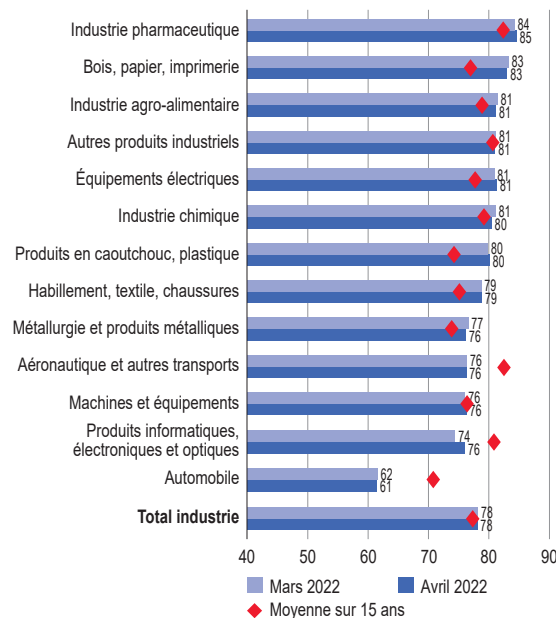
Taux d'utilisation des capacités de production

(en %, données CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Par sous-secteur



Dans les **services marchands**, l'activité s'améliore en avril. La progression concerne à la fois les services aux particuliers, notamment la restauration et l'hébergement – avec le retour de la clientèle étrangère –, la location de matériels et d'automobiles, et les services aux entreprises à l'exception du travail temporaire. Ce dernier marque le pas en raison d'une baisse de la demande en provenance de l'industrie et du bâtiment et des difficultés de recrutement d'intérimaires.

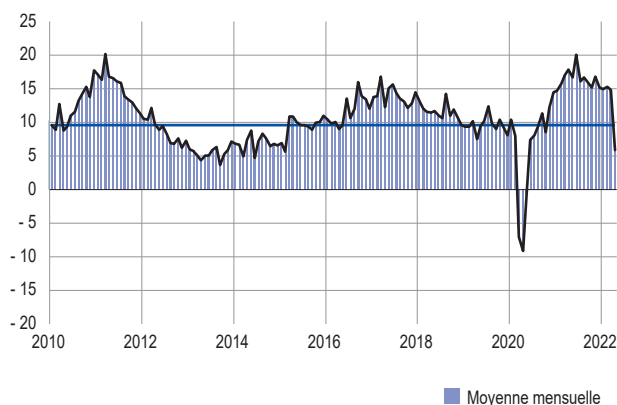
Le secteur du **bâtiment** enregistre un léger repli, conformément aux anticipations des entreprises du mois dernier, avec une légère baisse de l'activité dans le second œuvre tandis que le gros œuvre évolue peu.

À partir d'un niveau élevé, les soldes d'opinion relatifs à la situation de **trésorerie** indiquent un repli dans nombre de secteurs de l'industrie. Cette évolution peut être liée au renchérissement des matières premières et des coûts

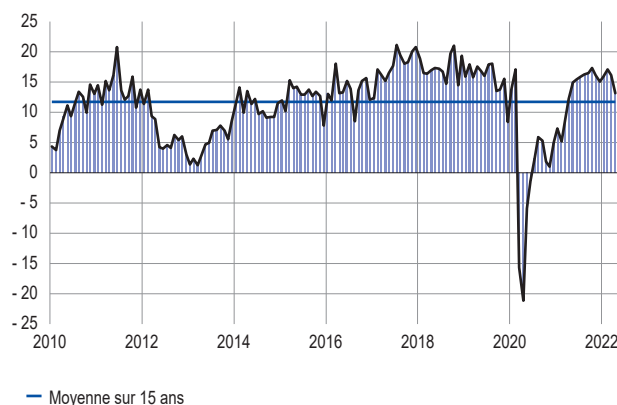
Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



de transport, avec un début d'érosion des marges signalée par certains chefs d'entreprise. Elle s'observe plus particulièrement dans certains secteurs comme les équipements électriques, les produits informatiques, électroniques et optiques et l'industrie chimique ; pour cette dernière, le niveau actuel reste cependant proche de sa moyenne de long terme. Dans les services marchands, le repli est plus limité et concerne surtout les entreprises du travail temporaire et du nettoyage.

2. En mai, selon les anticipations des entreprises, l'activité progresserait dans les services et plus légèrement dans l'industrie ; la situation dans le bâtiment évoluerait peu

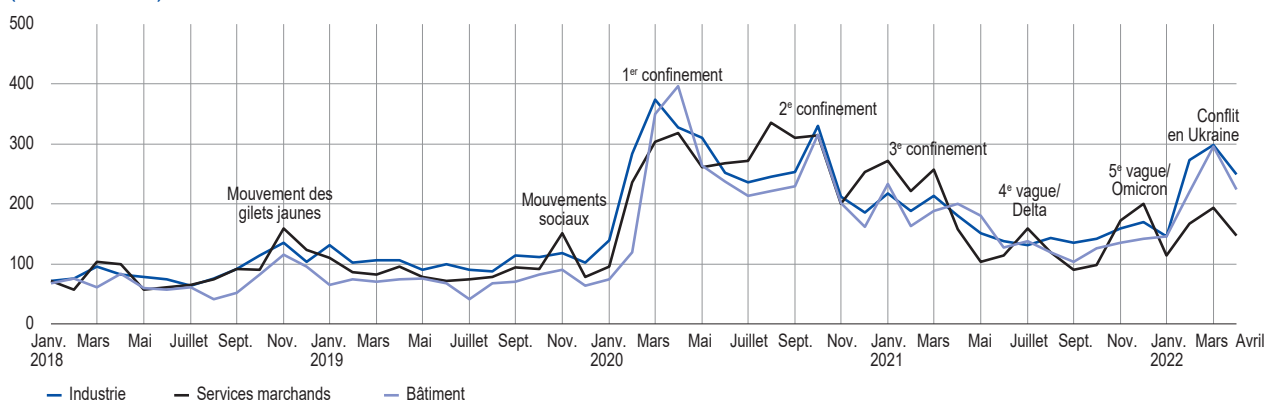
Pour le mois de mai, les **industriels** interrogés anticipent une légère amélioration de leur production, notamment dans l'industrie chimique ainsi que dans les produits informatiques, électroniques et optiques et les équipements électriques, après le creux enregistré en avril. Les perspectives à moyen terme sont toutefois beaucoup plus incertaines.

Dans les **services**, les chefs d'entreprise anticipent une hausse de l'activité dans la plupart des secteurs, mais à un rythme plus modéré. Les secteurs du travail temporaire, de l'hébergement, de la programmation et du conseil aux entreprises enregistreraient les plus fortes améliorations. Les entreprises du secteur des transports sont particulièrement prudentes dans leurs anticipations du fait de l'impact du prix du gazole et des pénuries de palettes.

Dans le secteur du **bâtiment**, l'activité évoluerait peu, avec un léger repli dans le gros œuvre et une faible progression dans le second œuvre.

Notre indicateur mensuel d'incertitude, construit à partir d'une analyse textuelle des commentaires des entreprises interrogées, indique une réduction en avril des incertitudes dans les trois enquêtes : après le pic de mars dernier, lié à la guerre en Ukraine et à la dégradation du contexte sanitaire en Chine, l'indicateur retrouve ainsi le niveau de février dans l'ensemble des secteurs agrégés. Dans les services, pour lesquels l'indicateur reflète principalement les mesures de restrictions sanitaires, l'incertitude est modérée. Dans l'industrie et le bâtiment, les incertitudes demeurent plus particulièrement marquées dans l'automobile, la chimie, ainsi que dans l'industrie agro-alimentaire, sur laquelle les effets de la grippe aviaire se font également ressentir.

Indicateur d'incertitude dans les commentaires de l'enquête mensuelle de conjoncture (EMC) (données brutes)



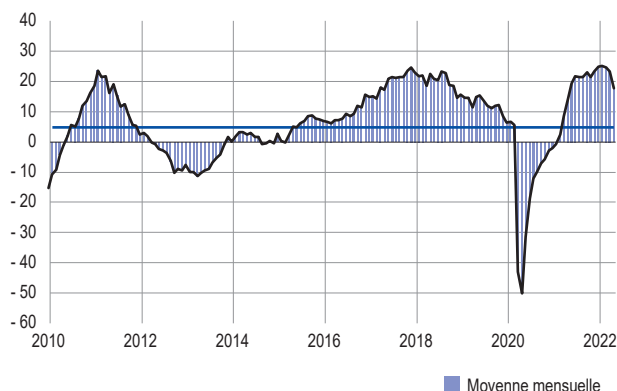
Note : La valeur de référence est fixée à 100 et correspond à la valeur autour de laquelle fluctue l'indicateur en période normale.

L'opinion sur la situation des **cahiers de commandes** dans l'industrie se situe toujours largement au-dessus de sa moyenne de long terme mais fléchit pour le deuxième mois consécutif. Par rapport aux points hauts atteints en début d'année, le repli concerne la quasi-totalité des secteurs. Dans le bâtiment, les cahiers s'érodent également, surtout dans le gros œuvre, mais ils demeurent nettement au-dessus de leur moyenne de longue période.

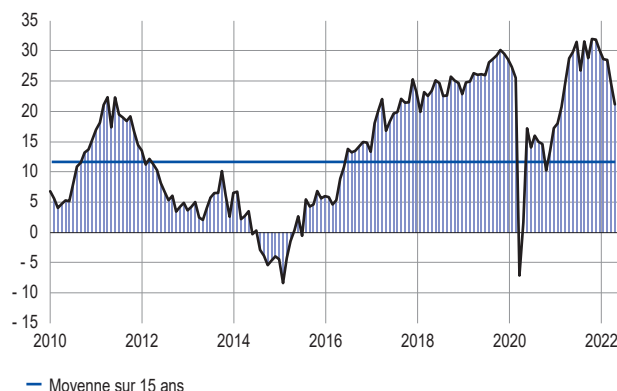
Situation des carnets de commandes

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans le bâtiment

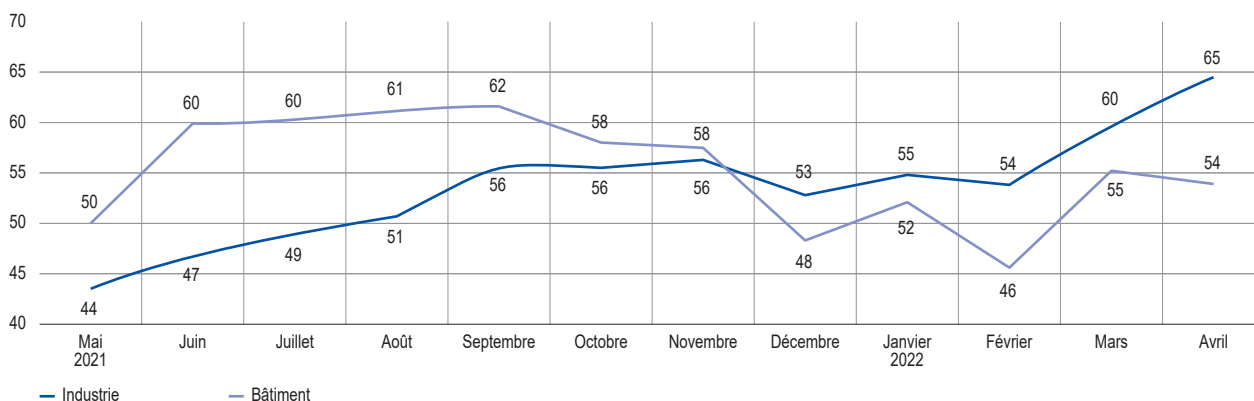


3. Les difficultés d'approvisionnement progressent encore fortement dans l'industrie et s'accompagnent de hausses de prix

Les conséquences de la guerre en Ukraine et des mesures de confinement en Chine, avec ce mois-ci le blocage du port de Shanghai, entraînent une nouvelle augmentation des **difficultés d'approvisionnement**. La part des chefs d'entreprise qui jugent que les difficultés d'approvisionnement ont pesé sur leur activité augmente dans l'industrie (65 %, soit son plus haut niveau depuis l'introduction de cette question en mai 2021, après 60 % le mois dernier). En revanche, elle se tasse légèrement dans le bâtiment (54 %, après 55 %).

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

(en %, données brutes)

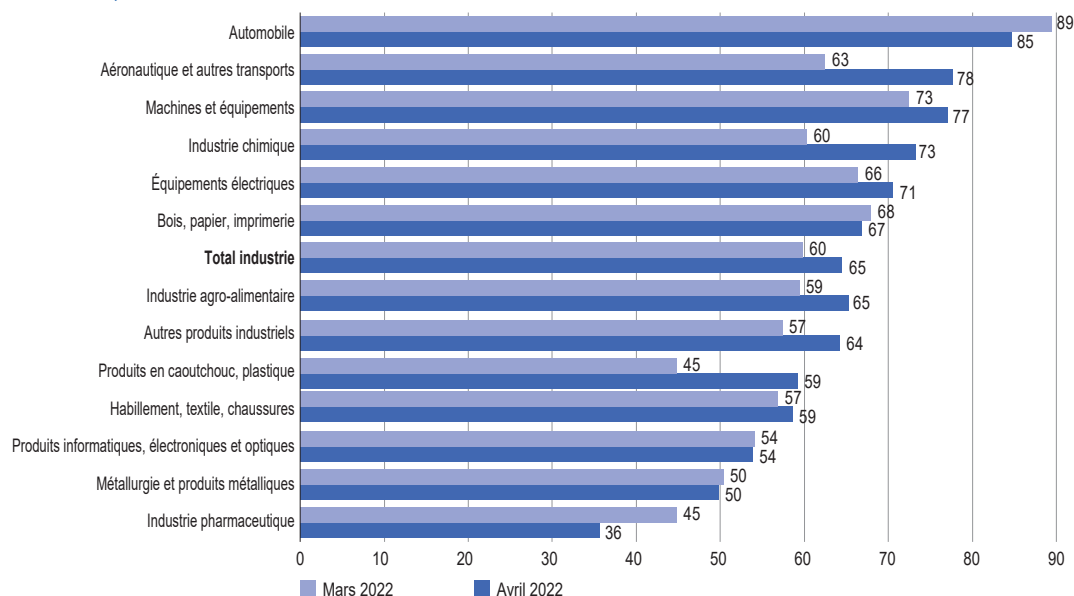


La nouvelle hausse des difficultés en avril concerne plus particulièrement les secteurs de l'aéronautique et les autres transports (+ 15 points), les produits en caoutchouc, plastique (+ 14 points), et la chimie (+ 13 points).

Par ailleurs, les stocks de produits finis sont jugés particulièrement bas dans les secteurs agro-alimentaire et automobile, témoignant de la persistance des difficultés d'approvisionnement.

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement – Industrie, avril 2022

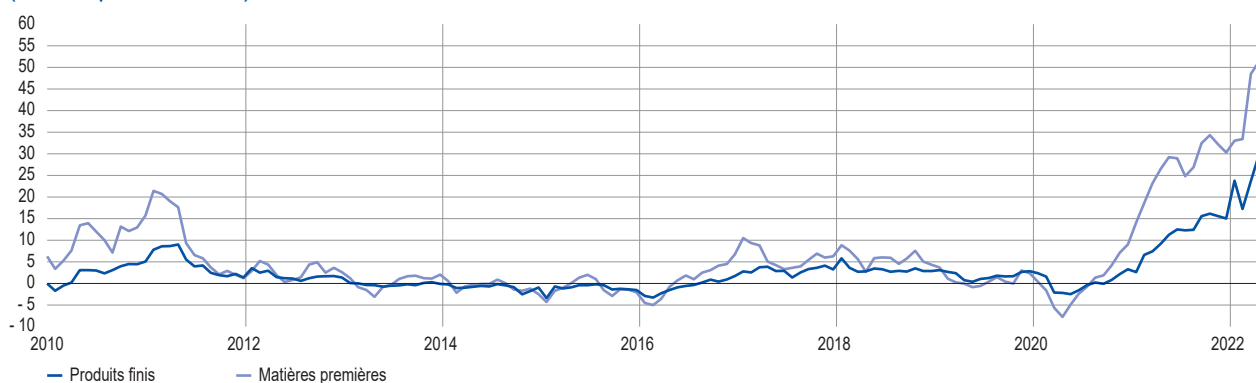
(en %, données brutes)



Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'augmentation des difficultés d'approvisionnement s'accompagne de hausses des prix des matières premières et surtout ce mois-ci, de façon décalée, des produits finis.

Opinion sur l'évolution des prix par rapport au mois précédent – Industrie manufacturière

(solde d'opinion CVS-CJO)

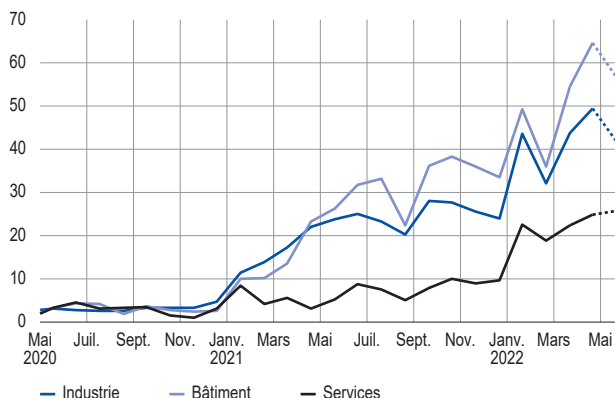


En particulier, 49 % des chefs d'entreprise dans l'industrie déclarent avoir augmenté leur prix de vente en avril. La proportion de chefs d'entreprise indiquant des hausses de prix importantes est, comme les mois précédents, notable dans la chimie, la fabrication d'équipements électriques, l'industrie du bois, papier et imprimerie. Depuis deux mois, cela touche aussi l'agro-alimentaire, ce secteur étant notamment pénalisé par les hausses des prix des céréales, des engrais, et par les récents foyers de grippe aviaire. Cette proportion s'élève à 65 % pour les entreprises du bâtiment, et à 25 % pour les services marchands.

Les perspectives pour mai suggèrent de nouvelles hausses de prix dans le bâtiment (57 % des chefs d'entreprise pensent augmenter leurs prix de vente le mois prochain), l'industrie (42 %) et, à un moindre degré, les services (26 %).

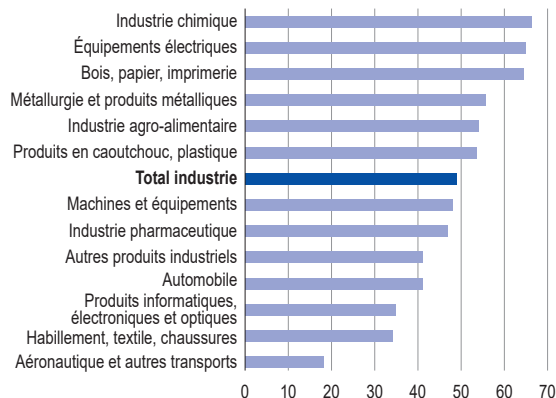
Proportion de chefs d'entreprise ayant augmenté leurs prix de vente, par grand secteur

(en %, données brutes ; pour mai : prévision)



Proportion de chefs d'entreprise de l'industrie ayant augmenté leurs prix de vente en avril, par secteur

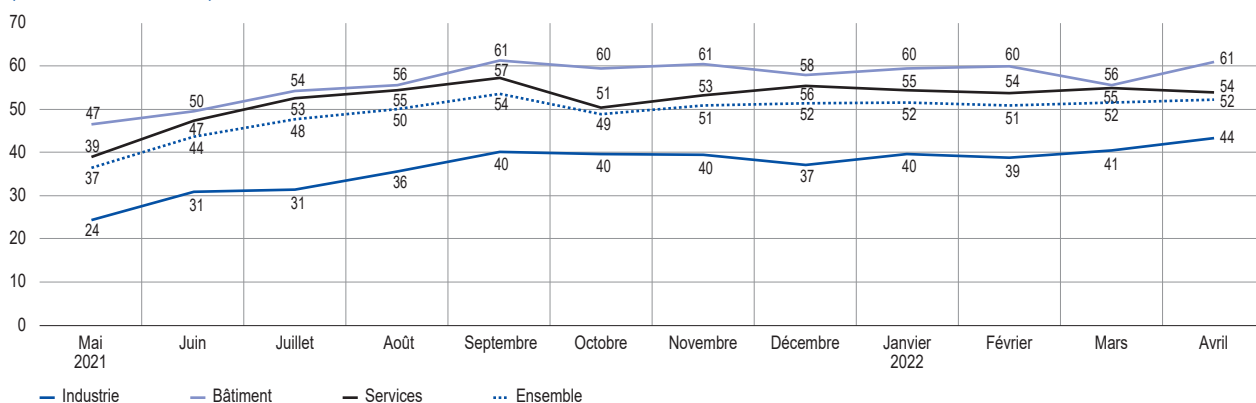
(en %)



Les chefs d'entreprise ont également été interrogés sur leurs **difficultés de recrutement**. Tous secteurs confondus, elles restent stables et concernent environ la moitié des entreprises, à 52 % en avril, avec une hausse de celles-ci dans l'industrie et le bâtiment et une légère détente dans les services.

Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en %, données brutes)



4. Les estimations issues principalement de l'enquête, complétée par d'autres indicateurs, suggèrent qu'après son repli de mars, le PIB rebondirait en avril et progresserait modérément en mai

Dans notre précédent point de conjoncture, paru le 12 avril 2022, nous avons estimé que la hausse de l'activité au premier trimestre serait autour de + ¼ %. Les comptes trimestriels, publiés par l'Insee fin avril, indiquent une simple stabilité. Ce résultat, moindre par rapport à nos attentes, est principalement dû à la baisse inattendue de l'activité dans les services marchands, avec en particulier des reculs importants dans les secteurs du commerce, de l'hébergement restauration et des services aux ménages, ainsi qu'à la dynamique négative de l'activité du secteur de la production d'énergie-eau-déchets.

Pour le mois d'avril, l'utilisation des informations de l'enquête à un niveau de désagrégation fin, ainsi que d'autres données dont nous disposons, nous amènent à estimer que le PIB serait en légère progression et se situerait 1 point de pourcentage au-dessus de son niveau d'avant-crise.

Cette évaluation utilise aussi les données à haute fréquence que nous suivons à titre de complément pour les secteurs non couverts par l'enquête (notamment commerce et transports), ainsi que pour confirmer notre évaluation sur l'industrie et les services couverts. En particulier, les dépenses par carte bancaire suggèrent une stabilisation des achats en avril par rapport à mars. Les données de trafic routier indiquent quant à elles que l'activité dans le secteur des transports se stabiliserait en avril.

Les anticipations des entreprises pour mai dans l'enquête indiquent une légère hausse du PIB, qui se situerait 1¼ point de pourcentage au-dessus du niveau d'avant-crise. Cette légère hausse s'observerait dans l'industrie ainsi que dans les services marchands.

Valeur ajoutée par branche

(écart au niveau d'avant-crise en pourcentage)

Branche d'activité	Poids dans la VA	Février	Mars	Avril
Agriculture et industrie	15	- 1	- 2	- 2
Agriculture et industrie agro-alimentaire	4	2	2	2
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	3	6	5	4
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	9	- 5	- 5	- 5
Construction	6	- 4	- 5	- 5
Services marchands	57	2	1	2
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	18	- 3	- 5	- 4
Services financiers et immobiliers	17	3	3	3
Autres services marchands	22	5	5	5
Services non marchands	22	2	2	2
Total	100	1	3¼	1

Note de lecture : L'activité en avril se situerait 1 % au-dessus du niveau d'activité d'avant-crise, situé au quatrième trimestre 2019.

Sous réserve des évolutions à venir en juin, et dans un contexte toujours fortement incertain, la hausse du PIB au deuxième trimestre 2022 s'établirait ainsi autour de + 0,2 % par rapport au trimestre précédent. Cette progression modérée sur le trimestre par rapport au début d'année serait essentiellement portée par le rebond dans certains services marchands fortement affectés début 2021 par les conséquences de la vague Omicron.